Volet B Copie à publier aux annexes du Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Réservé au Moniteur belge

19315788



Déposé 26-04-2019

Greffe

N° d'entreprise : 0725778942

Dénomination: (en entier): **CALYSTOS**

(en abrégé):

Forme juridique: Société privée à responsabilité limitée

Siège: **Boulevard Brand Whitlock 87** (adresse complète) 1200 Woluwe-Saint-Lambert

CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE Objet(s) de l'acte :

SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître Olivier CASTERS, notaire à Saint-Nicolas (3ème canton de Liège), le 24 avril 2019, il résulte que :

- 1. La société privée à responsabilité limitée EXXOSS, ayant son siège social à 4347-Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de la Station, 2, inscrite au registre des personnes morales de Liège sous le numéro 0898.103.796 et assujettie à la TVA sous le numéro BE0898.103.796, Et:
- 1. Monsieur GUILLAMET Ronan Roger Paul, domicilié à 5140-Sombreffe, rue Gustave-Fiévet, 55, ont constitué entre eux la société privée à responsabilité limitée « CALYSTOS », ayant son siège social à 1200-Woluwé-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 87, au capital de trente mille euros (30.000,00 €) représenté par trois cents parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un trois centième (1/300ème) de l'avoir social, toutes souscrites en espèces, au prix de cent euros chacune, comme suit :
- par la société EXXOSS : cent cinquante parts, soit une souscription de quinze mille euros :
- par Monsieur Ronan GUILLAMET : cent cinquante parts, soit une souscription de quinze mille

et libérées en totalité par un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente mille euros se trouve dès à présent à la disposition de la société sur un un compte bloqué ouvert au nom de la société en formation sous le numéro BE30 0689 3335 1811 dans les livres de la société BELFIUS BANQUE.

Les conditions des articles 214 (capital minimum), 216 (souscription intégrale du capital) et 223 (libération minimale du capital) du Code des sociétés sont respectées.

Les statuts de la société privée à responsabilité limitée « CALYSTOS» sont les suivants : STATUTS:

TITRE I. FORME - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - OBJET - DUREE

Article 1.- FORME - DENOMINATION

La société privée à responsabilité limitée de dénomination « CALYSTOS », dont les statuts suivent, est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Cette dénomination est toujours accompagnée des mots « société privée à responsabilité limitée » ou « SPRL ».

Après l'entrée en vigueur du Code des sociétés et associations, la société revêtra la forme d'une société à responsabilité limitée ou « SRL ».

Article 2.- SIEGE

Le siège social est établi à 1200-Woluwé-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 87. Il peut être transféré en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, agences,

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

<u>Au recto</u> : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Réservé au Moniteur belge

Volet B - suite

ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3.- OBJET

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, la fourniture de tous conseils en matière d'informatique, d'électronique, robotique et multimédia.

Son objet comprend ainsi notamment, sans que cette liste soit limitative :

- la conception de tous logiciels, leurs adaptations et modifications, la programmation de tous matériels et supports ainsi que toutes les opérations telles que l'achat, la vente, l'import, l'export, les prêts et dépôts, la location, l'emballage et le conditionnement, la fabrication et le montage, l'expédition et le transport, l'acquisition de brevets, licences et marques de fabrique ou de commerce, leur exploitation et la concession de droits y afférents, l'organisation de cours, conférences et séminaires, la formation et l'édition et la publication, toutes ces opérations visant tant les logiciels (software) que le matériel (hardware) et les connexions diverses (réseaux);
- la fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels ;
- la reproduction, le traitement et le stockage d'enregistrements informatiques ;
- le conseil en systèmes informatiques ;
- le traitement de données, la gestion de banque de données ;
- le commerce, sous toutes ses formes et dans son acception la plus large, de matériel informatique et de machines de bureau, ainsi que leur maintenance et leur entretien ;
- l'automatisation, l'électronique, la robotique ;
- le management et la fourniture de services, formations, conseils à des entreprises et sociétés, notamment dans les domaines de l'administration, de l'organisation, de la gestion, du marketing et de l'informatique (au sens large du terme) ;
- le développement, l'achat, la gestion, la mise en valeur, la prise ou l'attribution de licences, de brevets, de know-how et autres droits intellectuels ;
- toutes activités financières, sous quelque forme que ce soit, ne nécessitant pas d'agréation légale ou réglementaire.

La société pourra également faire l'achat, la vente, le lotissement, la promotion, la démolition, la construction, la transformation, la mise en valeur, la location, la sous-location, la gestion de l'entretien de tous biens immeubles bâtis ou non, en Belgique ou à l'étranger, la négociation de tous accords et contrats, se rapportant à des droits immobiliers ou mobiliers.

La société peut être administrateur ou liquidateur d'autres personnes morales.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet analogue, similaire ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise et, plus généralement, dans toutes affaires mobilières, immobilières, industrielles, commerciales et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Article 4.- DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle commence ses activités le premier mars deux mil dix-neuf.

La société n'est pas dissoute par la mort, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

TITRE II: CAPITAL SOCIAL

Article 5.- CAPITAL

Le capital social est fixé à trente mille euros (30.000,00 €). Il est représenté par trois cents parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites en numéraire et entièrement libérées.

TITRE III. TITRES

Article 6. - REGISTRE DES PARTS SOCIALES

Il est tenu au siège social un registre des parts sociales qui contient:

- la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts lui appartenant;
- l'indication des versements effectués;
- les transferts ou transmissions de parts datés et signés par le cédant et le cessionnaire, dans le cas de cession entre vifs, et par le gérant et le bénéficiaire en cas de transmission à cause de mort.

Article 7.- CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales d'un associé ne peuvent à peine de nullité être cédées entre vifs ou transmises à cause de mort qu'avec le consentement de la moitié au moins des associés, possédant au moins les trois quarts du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

Cet agrément est requis pour toute cession ou transmission de parts sociales.

Le refus d'agrément ne donne lieu à aucun recours. Les associés opposants ont six mois à dater du refus pour trouver eux-mêmes acheteurs; faute de quoi, ils sont tenus d'acquérir eux-mêmes les parts ou de lever l'opposition.

Le prix de rachat est fixé chaque année par l'assemblée générale appelée à statuer sur le bilan. Ce point doit être porté à l'ordre du jour. Le prix ainsi fixé est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle et ne peut être modifié entre-temps que sur décision de l'assemblée générale, prise aux conditions de présence et de majorité requises pour la modification des statuts. Au cas où

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Réservé au Moniteur belge

Volet B - suite

l'assemblée générale ne statue pas sur ce point, la valeur de la part est au minimum égale à sa valeur comptable.

Le prix est payable au plus tard dans l'année à compter du jour du rachat. En aucun cas, le cédant ne peut exiger la dissolution de la société.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend.

TITRE IV. GESTION - CONTRÔLE

Article 8.- GESTION

La société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants.

En cas de vacance de la place de gérant, l'assemblée délibérant comme en matière de modification aux statuts pourvoit au remplacement du gérant. Elle fixe la durée de ses fonctions ainsi que ses pouvoirs.

Lorsqu'il y a plusieurs gérants, ils forment un conseil de gérance qui délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente; ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Si une personne morale est nommée gérante, elle désignera un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission et pourra également désigner un suppléant pour pallier tout empêchement de celui-ci. A cet égard, les tiers ne pourront exiger de justification des pouvoirs du représentant (et du représentant suppléant, s'il échet) autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de sa (leur) désignation en qualité de représentant.

Article 9.- POUVOIRS DU GERANT

La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Elle a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi à l'assemblée générale.

Article 10.- EMOLUMENTS

L'assemblée peut allouer au(x) gérant(s) des émoluments fixes ou variables à prélever sur les frais généraux.

Article 11.- SIGNATURE

Tous les actes engageant la société, même les actes auxquels un officier public ou ministériel prête son concours sont valablement signés par un gérant, qui n'a pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une autorisation spéciale de l'assemblée.

Article 12.- GESTION JOURNALIERE

La gérance peut déléguer à un ou plusieurs fondés de pouvoirs telle partie de ses pouvoirs de gestion journalière qu'elle détermine et pour la durée qu'elle fixe.

Article 13.- RESPONSABILITE DU GERANT

Un gérant ne contracte, à raison de sa gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais il est responsable vis-à-vis de la société de l'exécution de son mandat et des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.

Article 14.- SURVEILLANCE

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est exercé conformément au prescrit légal. L'assemblée générale peut nommer un commissaire même si cette désignation n'est pas légalement obligatoire.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Article 15.- ASSEMBLEE GENERALE

Il est tenu une assemblée générale ordinaire chaque année le dernier lundi du mois de juin, à 18 heures, au siège social ou dans tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale se tient extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur la demande d'associés représentant le cinquième du capital.

L'assemblée générale est convoquée par le gérant.

Les convocations se font par lettres recommandées, adressées aux associés, quinze jours au moins avant l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire pourvu que celui-ci soit lui-même un associé et qu'il ait le droit d'assister lui-même aux assemblées.

Le gérant ou le conseil de gérance peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, est présidée par le gérant le plus âgé ou, à son défaut, par l'associé présent le plus âgé.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée les scrutateurs. Ces personnes forment le bureau de l'assemblée, qui arrête la liste des présences.

Sauf dans les cas prévus par la loi et les statuts, les décisions sont prises, quel que soit le nombre des parts représentées, à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

En cas de démembrement du droit de propriété portant sur une part sociale, le droit de vote sera exercé par l'usufruitier quel que soit l'objet de la délibération portée à l'ordre du jour.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Réservé au Moniteur belge

Volet B - suite

Si la société ne comporte qu'un associé, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée délibèrera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL REPARTITION - RESERVES

Article 16.- ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Article 17.- INVENTAIRE - BILAN

Le trente et un décembre de chaque année, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières ainsi que de toutes dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements et ses dettes envers la société. A la même date, le gérant ou le conseil de gérance forme le bilan et le compte de résultats dans lequel les amortissements doivent être faits.

Article 18.- REPARTITION DES BENEFICES

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé:

- 1. cinq pour cent minimum pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement devient facultatif lorsque la réserve atteint dix pour cent du capital.
- 2. le solde est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, le gérant ou le conseil de gérance peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après prélèvement prévu sous 1, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision extraordinaires.

Toutefois, le fonds de réserve légal ne sera constitué que si la loi y oblige.

Article 19.- DISSOLUTION

En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins du gérant ou du conseil de gérance agissant en qualité de liquidateur et, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale. Le ou les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 181 et suivants du Code des sociétés.

Article 20.- REPARTITION DE L'ACTIF NET

Après apurement de toutes les dettes, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré et non amorti des parts.

Le solde bénéficiaire sera partagé entre les associés en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent, chaque part conférant un droit égal.

Les pertes éventuelles seront supportées par les associés dans la même proportion, sans toutefois qu'un associé puisse être tenu d'effectuer aucun versement au delà de son apport à la société. Article 21.-DIVERS

En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne peut être requis d'apposition de scellés sur l'actif de la société, soit à la requête des associés, soit à la requête de leurs créanciers, héritiers ou ayants-droit.

Article 22.- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur fait élection de domicile au siège social où toutes les communications, assignations, significations peuvent lui être valablement faites. DISPOSITIONS FINALES ET (OU) TRANSITOIRES

1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire.

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'un extrait du présent acte et finira le trente et un décembre deux mil dix-neuf.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu le dernier lundi du mois de juin deux mil vinat.

2. Gérance

Les fondateurs décident de fixer actuellement le nombre de gérants à trois.

- 1. La société privée à responsabilité limitée MEZIANT, ayant son siège à 5140-Sombreffe, rue Gustave Fiévet, 55, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 082454.297 – Liège (division Namur), représentée par son représentant permanent, Monsieur Ronan GUILLAMET, domicilié à 5140-Sombreffe, rue Gustave Fiévet, 55 ;
- 2. La société privée à responsabilité limitée INNODIGY, ayant son siège à 4254-Ligney, rue du Village, 15, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0715.791.308 – Liège (division Liège), représentée par son représentant permanent, Monsieur Olivier CANT, domicilié à 4254-Ligney, rue du Village, 15;

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

<u>Au recto</u> : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Moniteur



3. La société privée à responsabilité limitée ELNIZ, ayant son siège à 4100-Seraing, rue du Forestier, 42, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0715.786.457 - Liège (division Liège), ici représentée par son représentant permanent, Monsieur Laurent LOVATO, domicilié à 4100-Seraing, rue du Forestier, 42,

sont nommés gérantes pour une durée indéterminée. Sauf décision contraire ultérieure de l' assemblée générale, leur mandat sera rémunéré.

3. Commissaire

Compte tenu des critères légaux, les fondateurs décident de ne pas procéder actuellement à la nomination d'un commissaire.

4. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le premier mars deux mil dix-neuf par l'un ou l'autre des fondateurs au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée, par décision de la gérance qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par la société de sa personnalité juridique.

5. Pouvoirs

Chaque gérant, agissant ensemble ou séparément, ou toute autre personne désignée par l'un d'eux, est désignée en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la T.V.A. ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

6. Désignation d'un ou plusieurs représentant permanent

Pour le cas où la société CALYSTOS serait désignée comme administratrice ou liquidatrice d'une autre personne morale, Messieurs Olivier CANT, Laurent LOVATO et Ronan GUILLAUMET sont d' ores et déjà désignés comme représentants permanents de la société présentement constituée. L' identité du représentant permanent principal sera déterminée dans l'acte de nomination de la société CALYSTOS en qualité d'organe de la personne morale, les deux autres personnes susceptibles d' être représentant permanent pouvant être désignées comme représentant permanent suppléant aux termes du même acte.

Pour extrait analytique conforme,

Olivier CASTERS, notaire.

Pièce déposée : expédition de l'acte.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :